

L'ÉVÉNEMENT

Jusqu'au 7 mars, date à laquelle l'intersyndicale appelle à mettre la France à l'arrêt si le gouvernement ne retire pas son projet, « La Marseillaise » interroge les dirigeants syndicaux.

FO

FRÉDÉRIC SOULLOT
Secrétaire général

La Marseillaise : Le 7 mars approche, vous tablez sur quel niveau de mobilisation ?

Frédéric Soullot : Ça sera plus qu'historique, le 7 mars va être très très fort. Nous avons fait le tour de nos 104 unions départementales et de nos fédérations, vendredi après-midi, pour voir ce qui s'organisait et toutes les remontées que nous avons sont plus que fortes. Comme le porte-parole du gouvernement, Olivier Veran, dit que les organisations syndicales sont les 7 plaies d'Égypte, cela nous donne un coup de main. Comme à chaque fois qu'il parle.

Vous pensez que ces déclarations rajoutent de la colère dans vos rangs ?

FS : Bien évidemment, comme à chaque fois qu'on oppose « la valeur travail » aux militants et aux salariés. Emmanuel Macron, c'est Nicolas Sarkozy à l'époque. On a mis des millions de personnes dans la rue ces dernières semaines et ils ne l'ont pas vu. Du coup, on met la France à l'arrêt le 7 mars. À chaque fois que le gouvernement parle ou tente d'expliquer quoi que ce soit sur cette réforme des retraites, où la facture c'est seulement les travailleurs qui vont la payer, on prend deux points de plus dans les sondages. Il n'y a pas de sujet.

Il y a aussi la question de la grève reconductible, avec certaines composantes des organisations syndicales qui y appellent, quelle est votre position ?

FS : Les fédérations, en interfédérale, comme celles de la chimie, de la métallurgie, des mines, entre autres, font une assemblée générale le 7 au soir pour voir s'ils reconduisent le 8. Et pourquoi pas le 9, et pourquoi pas plus. La grève ne se décrète pas, elle se construit. Le temps que nous avons eu entre le 11 février et le 7 mars, nous l'avons mis à profit pour mobiliser nos troupes. On sait qu'il y a déjà tout un tas de branches qui vont reconduire. Ça s'annonce très bien même si la grève n'est pas un but en soi pour nous. On aurait préféré être entendu. Mais quand vous gérez un pays contre la totalité des organisations syndicales et 94% des salariés actifs qui disent qu'ils ne veulent pas de report de l'âge et pas d'allongement de la durée de cotisations, qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? Ce n'est pas de la gestion, c'est du dirigisme.

Cela pose une question de démocratie à vos yeux ?

FS : Moi je ne fais pas de politique mais que de la politique syndicale. C'est pour cela qu'on a écrit à tous les parlementaires, pour leur demander de prendre leurs responsabilités et de ne pas voter le projet de réforme. Les retours que nous avons, c'est qu'une grande partie des parlementaires ne voteront pas cette réforme ou qu'ils ne seront pas là ce



« Le 7 mars sera plus qu'historique »

jour-là pour la voter... même des parlementaires de Renaissance, qui nous disent que la réforme est mal enfilée. Ils nous demandent ce que l'on propose. On leur répète la même chose à chaque fois, comme toutes les organisations syndicales, qu'il fallait prendre le problème par l'emploi, et notamment par l'emploi des seniors. Ce n'est pas ce que j'ai vu, dans les amendements du Sénat, où ils proposent un « CDD 60 ans ». Aujourd'hui, 50% de ceux qui liquident leur retraite ne sont plus en emploi, 18% aux minimas sociaux. Reculer l'âge de départ, pour tous ces gens-là, c'est leur demander de trainer un petit plus aux minimas sociaux. Ce n'est pas possible.

Qu'attendez-vous des débats au Sénat ?

FS : Je n'en attends rien. À partir du moment où il y aura un recul de l'âge ou un allongement de la durée de cotisations, tout le reste ne sera que des rustines, quelles que soient les mesures proposées.

En parlant d'âge de départ, le refus du recul de ce dernier est le socle de l'intersyndicale ?

FS : Oui, c'est le socle. Mais cette intersyndicale s'est construite pas uniquement contre la réforme des retraites. Le premier communiqué commun date du 12 juillet, sur la loi pouvoir d'achat où l'on explique que les mesures qui sont faites ne reflètent pas les attentes des salariés. Ce qu'ils attendent, c'est

une hausse des salaires, notamment du Smic et le dégel du point d'indice pour les fonctionnaires. Et pas autre chose. Les syndicats se sont aussi retrouvés contre la réforme de l'assurance-chômage. Et là encore, il ne manquait aucune organisation. C'est la résultante du quinquennat précédent où on ne voulait plus parler de paritarisme, où les organisations syndicales étaient des empêchements de tourner en rond et où les corps intermédiaires ne devaient pas exister. Et là, on prouve que l'intersyndicale tient. À l'inverse des partis

« Même des parlementaires de Renaissance disent que la réforme est mal enfilée »

politiques, les organisations syndicales arrivent à s'entendre.

Au final cette position du gouvernement ne montre-t-elle pas les limites du dialogue social tel qu'il le conçoit ?

FS : Ce gouvernement-là ne conçoit pas du tout le dialogue social, donc on est tranquille. Maintenant, du dialogue social l'on en a eu et l'on a assumé nos différen-

ces les uns et les autres, sous les quinquennats précédents. La V^e République ne débute pas sous Emmanuel Macron et ne se termine pas à la fin de son mandat. Le paritarisme a été créé à la fin de la Seconde guerre mondiale, pour notre protection sociale. Il a été étendu pour l'assurance-chômage, les retraites complémentaires... Le paritarisme fait la cohésion sociale de la République.

Comment expliquez-vous que le mouvement contre la réforme soit aussi massif ? Notamment dans les villes dites « moyennes » ?

FS : La réforme des retraites était une cocotte-minute qui bouillonnait, avec dans l'inflation, la hausse des coûts de l'énergie, la non-augmentation des salaires... La réforme est un catalyseur. Aujourd'hui, un tas de travailleurs, pas forcément adhérents, viennent nous voir et nous disent que nous avons raison car ils n'arrivent pas à finir le mois. Dans les petites villes, la verticalité du pouvoir et toutes les décisions parisiennes, notamment à propos la transition énergétique, les zones à faibles émissions, cela, ils ne l'acceptent pas. C'est pour ça que la réforme des retraites est un catalyseur. J'étais en Lozère cette semaine, quand on leur parle de véhicules à faibles émissions alors que le carburant est à plus de deux euros, et qu'en face, le gouvernement ne voit les choses que depuis Paris et rien que Paris, cela ne peut pas fonctionner.

Entretien réalisé par A.B.